

lent que le pain soit à bon marché. Quant ils auront diminué, par la concurrence des grains étrangers, le prix des subsistances, les maîtres diminueront dans une proportion égale celui des journées, et les chefs de la ligue ont eux-mêmes plus d'une fois reconnu que leur philanthropie ne pouvait guère aboutir qu'à ce résultat. Voilà, je le répète, ce que savent les travailleurs, et ceux des villes ne s'effraient pas sans motif du flot de laboureurs que la ruine de l'agriculture va porter dans les cités. Les efforts faits par les missionnaires de cette célèbre association n'ont pu détruire dans l'esprit du véritable peuple la conviction profonde que dorénavant ses grains baisseront avec la valeur vénale des aliments, grâce "à l'entente cordiale" qui s'établira entre les maîtres, et qu'ainsi, plus que jamais, il se trouvera à la merci de ceux qu'a tort, sans doute, il nomme ses tyrans. Sir Robert Peel savait tout cela, et par conséquent il avait fort peu à redouter qu'une émeute au nom de la liberté du commerce vînt lui arracher son portefeuille ou ébranler le trône de sa souveraine. Ce n'est donc point pour éviter une révolution à laquelle les classes ouvrières auraient refusé leur appui qu'il a trahi son parti et sacrifié l'agriculture de sa patrie, sans exiger en retour l'ombre même d'une concession, soit des Etats-Unis, soit d'aucune autre des nations dont le nouveau système va assurer la prospérité.

Ainsi, les motifs qui font agir cet homme d'Etat ne sauraient être ceux qu'on lui prête ordinairement. J'ajouterai encore que ce serait avoir bien peu profité de l'expérience du passé que de le supposer prêt à courir les risques, à encourir les périls attachés à l'exécution du plan qu'il a conçu uniquement afin de préserver le peuple irlandais des calamités d'une horrible famine. Sans doute, la maladie des pommes de terre a rendu ce fléau inévitable; mais quel est le ministre anglais qui consentirait à compromettre le sort de son île chérie pour nous sauver tous de la mort la plus horrible? Non, non, le but de sir Robert Peel n'est point celui-là. L'Irlande, qui était déjà la grande difficulté du gouvernement britannique, en est la grande plaie, depuis qu'à la voix d'O'Connell l'immense majorité de notre population s'est enrôlée sous le drapeau du rappel de l'union, et assurément c'est là un assez faible titre aux tendresses ministérielles. D'ailleurs, le remède employé n'était point nécessaire à la guérison du mal. Depuis la dernière récolte, nous avons envoyé en Angleterre plus de blés et plus de bestiaux qu'il n'en eût fallu pour remplacer les tubercules perdus. Cette fatale exportation se continue toujours, et si nos paysans souffrent de la faim, ce ne sera pas parce que la Providence a refusé de quoi la satisfaire. On peut donc hardiment attribuer des vues fort différentes à l'ancien chef des tories. Il voit l'immense force de l'association si habilement organisée par O'Connell. Elle tient sa force du sentiment national. Assez vivace pour attendre, elle est, en outre, assez bien disciplinée pour rester au repos jusqu'à ce que l'heure d'agir avec succès soit enfin venue, et cette heure arrivera aussitôt qu'une lutte sérieuse s'engagera soit contre l'Amérique; soit contre la France. Alors, whig ou tory, il faudra bien que le ministère anglais cède à la loi d'une impérieuse nécessité, en accordant aux Irlandais ce qui seul peut les satisfaire, ce qu'ils sont décidés à obtenir, un Parlement national. Ils tiendront alors entre leurs mains les destinées de la Grande-Bretagne, et d'avance ils en sont, à ce titre, le cauchemar perpétuel. Ne serait-ce point un avantage au-dessus duquel ils iraient tous les sacrifices, que de les désarmer, que de les annuler en quelque sorte, que les écraser dans une mesure telle que l'Angleterre retrouverait enfin au dehors cette liberté d'action qui lui manque aujourd'hui? Voilà, disent les plus intelligents des Irlandais, le véritable plan que sir Robert Peel a formé, et le retrait des *corn-laws* n'est qu'un des moyens destinés à assurer l'exécution de ce savant projet.

Sans doute, en ouvrant les ports britanniques aux grains étrangers, le ministre mécontente profondément l'aristocratie territoriale de l'Angleterre, ainsi que les propriétaires protestans de l'Irlande; mais aussi, les bénéfices assurés aux producteurs étrangers sont assez grands pour donner aux Etats-Unis comme ailleurs, une prépondérance marquée aux partisans de la paix. De plus, la subsistance de l'ouest de la Grande-Bretagne, que nous nourrissons de nos produits, ne pourrait être compromise par le succès momentané d'une révolte, puis que l'Amérique suppléerait aux ressources que nous n'offririons plus. Il obtient par conséquent une sécurité nécessaire contre de terribles éventualités, en même temps qu'il achète de l'étranger une trêve qui va lui permettre d'agir contre l'association du rappel, en mettant en œuvre tous les moyens employés avec un si fatal succès, en 1768, afin d'exaspérer le peuple et de provoquer une rébellion sans laquelle jamais l'acte de l'Union n'eût été voté par le Parlement irlandais.

Vous serez disposé à m'accuser d'exagération, et peut-être ne verrez-vous dans nos pas craintes que l'effet d'une défiance coupable par son exagération même. Cependant, ce qui se passe à Londres et parmi nous n'est que trop bien fait pour justifier nos pieux apprehensions. J'aurais pu vous citer les discours de lord Morpeth aux élections d'York et la lettre de lord Ashley à ses commentants, pour démontrer l'existence de plus d'une arrière-pensée, mais j'aime mieux m'en tenir à deux faits qui indiquent d'une façon assez claire que le *terrorisme* est le moyen auquel on se propose de recourir pour se délivrer de l'Irlande, cette grande difficulté du gouvernement anglais.

Vous n'ignorez pas sans doute que la misère, d'une part, et de l'autre la dureté impitoyable d'un trop grand nombre de propriétaires, ont multiplié dans ces derniers temps, et d'une manière déplorable, le nombre des assassinats. Rien ne peut, assurément, je ne dirai pas justifier, mais même excuser les auteurs de ces détestables crimes, et il n'est personne parmi nous

qui n'accueillît avec reconnaissance toute loi qui serait destinée à y mettre un terme. Mais le *bill* qui se discute en ce moment à la Chambre des Pairs sera, s'il est voté, une véritable loi des suspects, ou quelque chose de pis, puisque le lord-lieutenant de l'Irlande sera investi du droit de suspendre partout où il le voudra, et par une simple ordonnance, toutes garanties légales. Alors le dernier *constable* pourra arrêter le citoyen le plus honorable, sans avoir à alléguer autre chose qu'un simple soupçon, et le prisonnier restera incarcéré à peu près à la discrétion de l'autorité supérieure. Vous pouvez juger de l'usage qui sera fait d'un droit aussi exorbitant par un événement récent, et qui a causé dans tout le pays la plus douloureuse sensation. Un ouvrier nommé *Bryan Seely*, homme d'une conduite irréprochable et père de cinq enfants, a été accusé d'avoir tiré un coup de fusil sur le propriétaire d'une ferme dont il avait été expulsé depuis près de quinze ans. Le témoignage de l'accusateur était rempli de contradictions, et les dispositions de plusieurs témoins irrécusables démontrèrent qu'au moment du crime l'accusé était à plus de sept milles de l'endroit où l'attentat était commis; et en un mot, son innocence était tellement évidente, qu'un jury composé en majorité d'orangistes refusa de le condamner. Eh bien! le lendemain, par un abus que la législation interdit en Angleterre et autorise en Irlande, il fut traduit devant un nouveau jury, et les avocats de la couronne ayant récusé tous les noms dont ils n'étaient point sûrs, ce malheureux fut condamné à mort. Conduit à l'échafaud, il y monta avec la résignation d'un saint, et mourut après avoir solennellement protesté d'une innocence dont personne ne doutait. La voix populaire l'a déjà placé au rang des martyrs, et l'on ne s'en étonnera point quand on saura que l'évêque du diocèse où cet assassinat juridique vient d'avoir lieu a voulu célébrer lui-même le service divin pour l'âme de la victime. Plus de trente mille personnes ont assisté à cette touchante cérémonie, et grâce à la souscription ouverte en faveur de la veuve et des orphelins, leur sort est déjà assuré. Si les hommes qui ont fait périr *Bryan* n'ont voulu qu'exaspérer l'Irlande, ils ont pleinement réussi; mais ils se trompent beaucoup s'ils espèrent qu'elle se précipitera en aveugle dans le piège qu'ils lui tendent. Il y a une artillerie morale dont O'Connell lui a appris l'usage, et qui est bien autrement puissante que les canons que l'on a si envie de braquer contre nous. Nous avons foi dans la légalité, foi dans la justice, et, bien ou mal fondés, les soupçons que tant d'indices expliquent et excusent ne serviront qu'à nous unir plus fortement les uns aux autres dans une résistance passive, mais énergique, à l'oppression commune. Elle ne fera que nous attacher davantage à la cause du rappel, pendant que nos adversaires, minés par leurs propres dissensions, verront leur pouvoir s'affaiblir de jour en jour. Combien de temps encore sir Robert Peel obtiendra-t-il l'appui des whigs, et combien de temps encore ceux-ci pourront-ils vivre avec la ligue dont ils ont si bien servi les projets?

Un autre jour je vous parlerai de notre épiscopat et de notre excellent clergé. Qu'il me suffise de vous dire que le bill des donations charitables (bequest bill) et celui des *collèges* voient diminuer le nombre de leurs partisans. Non que, parmi ceux-ci, il n'y en ait encore qui, même à Rome, s'efforcent de faire prévaloir la pensée ministérielle; mais ces menées nous alarment peu, tant est grande notre confiance dans l'amour que nous porte et la sagesse qui inspire le vicar de Jésus-Christ.

Univers.

BULLETIN.

Conversions.—Bâtisses d'églises.—Retraites.—Réflexions sur le rapport du bill des écoles.

Nous ne publions qu'une demi-feuille à cause de la fête de l'Ascension.

—L'hon. McNab est de retour et a siégé comme orateur mardi dernier. Le bill d'éducation devait passer par sa troisième lecture ce jour-là, mais l'orateur s'étant trouvé indisposé, la lecture en a été remise à un autre jour.

Les journaux religieux qui nous viennent des Etats-Unis nous apprennent que la religion catholique continue à faire des progrès qui se manifestent tous les jours soit par des conversions remarquables, soit par l'érection de nouvelles églises devenues nécessaires pour le culte catholique. Les *Nouvelles Lettres Catholiques* du 28 mars, nous annoncent la conversion de cinq adultes qui furent baptisés le dimanche précédent dans l'église de St. François Xavier (Nouvelle-Orléans). Au nombre des néophytes, se trouvait un vieillard respectable, anglais de nation, âgé de plus de 70 ans. Comme il avait combattu contre les Irlandais dans ce que l'on appelle la "révolution de 98," et que ses mains, disait-il, étaient souillées du sang de ses compatriotes, il désirait avoir pour parrain quelqu'un d'entr'eux, afin de leur faire connaître par ce témoignage authentique, l'amour qu'il portait à une nation dont il avait combattu la religion qu'on lui avait appris à détester par esprit d'erreur et d'hypocrisie.

La *Revue mensuelle* de Baltimore nous annonce aussi la conversion de M. Hevit du Maryland. Ce n'était d'abord qu'un bruit, mais que les journaux protestants ont confirmé comme nouvelle véritable. Ce M. Hevit, diacre de l'église épiscopale, jouit de la réputation d'un homme de talents; réputation qu'il s'est acquise par ses estimables qualités qui l'on rendu recom-